
La Prochaine Phase du Travail de la Fondation Hewlett dans la Promotion Internationale de l'Éducation:

Améliorer les Résultats d'Apprentissage par la Transparence, la Gouvernance & la Participation

Depuis 2006, la Fondation Hewlett accorde des subventions en vue d'améliorer la qualité de l'éducation dans les pays en voie de développement. L'initiative spécifique de la Fondation, dénommée Éducation de Qualité dans les Pays en voie de Développement (« QEDC »), et co-subsidiée par la Fondation Bill & Melinda Gates, consistait essentiellement à s'assurer non seulement de la présence effective des enfants dans les écoles, mais aussi de la qualité de l'*apprentissage*. Conçue par les Fondations Hewlett et Gates comme projet à durée déterminée, l'initiative QEDC arrive officiellement à son terme en fin 2014. Ceci marque également le commencement d'une nouvelle phase de subvention dans le domaine de l'éducation à la Fondation. Cette phase mettra un accent particulier sur une plus grande transparence autour des résultats de l'apprentissage ainsi qu'une gouvernance accrue, en particulier de la part des gouvernements dans les pays en voie de développement et des bailleurs internationaux.

Ce document présente rétrospectivement la première phase du travail, décrit la logique à l'œuvre pour cette prochaine phase de travail, et développe les trois stratégies de subvention que nous envisageons de déployer. La ligne directrice qui sous-tend ces stratégies s'est instruite du réexamen des subventions existantes, tirant des enseignements de celles-ci et des analyses documentaires, et en consultant un large éventail d'experts. Nous sommes reconnaissants envers les personnes et organisations qui ont bien voulu nous apporter leurs recommandations sur la précédente version de ce document, et nous attendons avec impatience la suite des contributions et des échanges avec les collègues au fur et à mesure de l'évolution de cette stratégie.

Phase 1: Éducation de Qualité dans les Pays en voie de Développement

Au début de l'initiative QEDC en 2006 par la Fondation, nous avons déterminé au moyen de notre analyse qu'il se développait une crise mondiale de l'apprentissage: davantage d'enfants rentraient dans les écoles, mais en portaient trop souvent sans toutefois avoir acquis la moindre aptitude dans les disciplines élémentaires de la lecture et des mathématiques. Tel que souligné dans [notre stratégie 2008](#), notre approche pour la résorption de cette crise de l'apprentissage comportait deux volets. Premièrement, il nous a paru important de relever l'existence de cette crise et de susciter la volonté politique pour l'aborder. Afin d'y parvenir, nous avons soutenu [des évaluations scolaires des enfants, conduites par des citoyens dans des ménages](#) et qui ont révélé l'ampleur de la crise d'apprentissage aux parents, aux autorités locales, à la presse, aux bailleurs, et aux décideurs, qui ont alors ressenti le besoin d'agir. Deuxièmement, nous avons cherché à tester de potentielles solutions que pourraient adopter les gouvernements face à cette crise. Nous avons soutenu des organisations qui travaillent avec les écoles, les enseignants, les parents, et les communautés afin d'améliorer les acquis des enfants. Parallèlement, nous avons soutenu des évaluations rigoureuses en vue de mesurer l'impact des interventions, recueillant au passage des données sur la manière d'améliorer les résultats d'apprentissage.

A la suite de ces efforts et ceux des autres, le monde paraît aujourd'hui différent de ce qu'il était en 2006. Premièrement, la crise de l'apprentissage n'est plus invisible. Parents, éducateurs, gouvernements, et bailleurs sont au courant de la crise en partie parce que les bénéficiaires de nos subventions l'ont mesurée et en ont communiqué les résultats. Deuxièmement, la visibilité de cette crise de l'apprentissage a poussé les bailleurs et les gouvernements à l'action. Depuis 2010, les plus grands bailleurs en matière d'éducation de base —y compris la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le Développement International, Le Département pour le Développement International du Royaume-Uni, et le Partenariat Mondiale pour l'Éducation— ont lancé de nouvelles stratégies axées sur l'amélioration de l'apprentissage. Dans plusieurs pays, les commissions de planification, les parlementaires, et les ministères de l'éducation reconnaissent publiquement l'existence de la crise et conçoivent des politiques et des programmes pour améliorer les résultats des écoliers. Au niveau mondial, l'apprentissage figure en bonne et due place dans l'ordre du jour des concertations sur les Objectifs de Développement Durable, devant être adoptés en 2015 pour succéder aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. Troisièmement, les données collectées par les bénéficiaires de nos subventions et d'autres personnes indiquent clairement que lorsque l'accent est mis sur des compétences spécifiques et qu'on les enseigne assidument, les enfants peuvent apprendre et ils apprennent en effet, même dans les conditions par ailleurs difficiles. Bien que les particularités des contextes locaux déterminent la nature des solutions pour chaque lieu donné, les [évaluations](#) subventionnées par la Fondation mettent en évidence des principes généraux qui permettent de garantir un accès équitable à l'apprentissage pour tous les enfants. Nous en faisons la synthèse dans notre rapport, [Apprendre pour Améliorer l'Apprentissage](#).

Au crépuscule de l'initiative QEDC, notre analyse indique que les gouvernements, les bailleurs, et les ONG sont sensibilisés sur cette crise de l'apprentissage et essaient d'y remédier. Cela dit, nous n'assistons pas encore à une inflexion généralisée des tendances dans le sens des meilleurs niveaux scolaires. Des contraintes significatives et persistantes limitent la capacité des systèmes de gouvernement à améliorer la formation des élèves, notamment le fait que la gestion de l'enseignement, les attributions de ressources, et les mesures incitatives ne soient pas proprement en phase avec l'amélioration de l'apprentissage. Par ailleurs, dans beaucoup de pays en voie de développement il existe une très faible capacité d'utilisation appropriée des données dans le cadre de l'élaboration des politiques et de la planification.

Compte tenu de la pression à laquelle font face les gouvernements au sujet de l'amélioration des résultats de l'apprentissage, les prochaines années risquent d'être marquées par un accroissement des intrants typiques d'un système d'éducation de qualité, c'est-à-dire un plus grand nombre d'enseignants et de livres, ainsi que l'amélioration des programmes. Il est plus facile de manipuler et surveiller les intrants de l'enseignement que d'en affecter les résultats, d'où la tentation de se focaliser sur ces intrants qui *devraient* améliorer l'apprentissage —sans vérifier qu'ils l'améliorent effectivement. L'atteinte d'objectifs réels en matière d'amélioration de l'apprentissage exigera des données fiables et une continuité des retours pour mesurer le progrès. Ceci requerra non seulement les solutions qui s'accumulent côté-offre, mais aussi une exigence rigoureuse que le côté-demande porte son attention sur les résultats d'apprentissage. Voici donc les facteurs qui ont instruit la prochaine phase de notre travail sur la promotion internationale de l'éducation.

Phase 2: Mettre l'Accent sur l'Apprentissage à Travers le Prisme de la Transparence & de la Gouvernance

En raison du changement radical intervenu dans le dialogue sur l'éducation, dans l'optique de mettre l'accent sur l'accès *en plus* de l'apprentissage, mais pas encore sur les améliorations concomitantes aux véritables niveaux d'apprentissage des élèves, nous estimons que la Fondation **devrait maintenir son cap sur la promotion des résultats de l'apprentissage**. De plus, nous pensons que la Fondation a une valeur unique à ajouter en poursuivant sa quête d'une amélioration des résultats d'apprentissage **par le biais d'interventions qui permettent d'améliorer la transparence en matière de résultats scolaires et d'accroître la gouvernance concernant les résultats au moyen de la participation citoyenne**. Mettre un accent sur l'éducation à travers la transparence et la gouvernance revient à dire que nous continuerons à développer ce travail pour accompagner les évaluations citoyennes de l'apprentissage dans des ménages, telles que mise en place par QEDC. Cependant, nous n'accorderont plus de subventions pour les interventions en classe, et non plus pour les évaluations visant à améliorer l'enseignement et l'apprentissage.

Ces changements sont motivés tant par des facteurs externes qu'internes. Extérieurement, notre expérience en matière d'éducation à ce jour met en exergue un besoin bien évident de travailler sur les mesures incitatives et les circuits de retours qui informent les décisions concernant la gestion de l'enseignement, en vue d'obtenir des gains d'apprentissage. Les gouvernements et de nombreux bailleurs bilatéraux accroissent leur propre financement pour les approches techniques d'amélioration de l'apprentissage telles que la formation des enseignants, le développement des programmes, et autres objectifs. En comparaison de celles de ces gouvernements, les ressources de la Fondation sont limitées, et les bailleurs prennent en charge et de fait cette partie du problème. Un accent sur la transparence et la gouvernance peut nous faciliter la compensation sur ces plus importants investissements par un retour continuuel d'informations et en faisant pression pour que ces fonds soient dépensés en vue d'une amélioration des acquis de l'apprentissage. Ceci peut également permettre de créer côté-demande le type de pression qui pousse les gouvernements à adopter les solutions efficaces qui se présentent.

Intérieurement, la Fondation a un engagement de longue date portant sur l'avancement de la transparence, la Gouvernance, et la participation pour une meilleure prestation de service qui peut nous inspirer pour mettre en œuvre de notre stratégie. De plus, en matière de transparence, gouvernance, et participation, l'évaluation de l'aptitude de ces interventions à combler les lacunes dans la gestion de l'enseignement et à conduire à de meilleurs résultats d'apprentissage pour les enfants fera certainement avancer le secteur de l'éducation, mais elle informera aussi plus largement le monde de la transparence et la gouvernance. Une question majeure en l'espèce porte sur les circonstances dans lesquelles la transparence aboutit sur une gouvernance accrue, et comment cette dernière influence à son tour les résultats de la prestation de service. Cette approche nous permettra de récolter davantage de données précisément sur cette question. Ensuite, elle permettra de déterminer si une approche de transparence et gouvernance qui mette l'accent sur l'information recueillie concernant la prestation de service peut aider à promouvoir des améliorations sur ces résultats mêmes. Dans cette plus grande communauté, beaucoup d'interventions ont suivi de près *les intrants* (tels que l'approvisionnement des écoles en matériel et financement requis), quelques autres ont étudié *les procédés* de prestation de service (tels que la présence des enseignants et infirmiers au poste de travail), mais très peu ont mesuré *les résultats* finaux.

Le reste de ce document expose les trois stratégies de subvention que nous envisageons de déployer: (1) appuyer les évaluations des acquis par la participation citoyenne; (2) étudier comment les évaluations peuvent intervenir dans la promotion de l'initiative locale; et (3) encourager et évaluer les moyens par lesquels les évaluations et autres données peuvent intervenir dans la promotion de l'action au niveau des politiques. La stratégie globale est représentée dans un diagramme à la fin de ce document.

Appuyer les Évaluations des Apprentissages par la Participation Citoyenne

Notre travail sur l'amélioration des résultats de l'apprentissage portera en son cœur un ***accent sur l'appui et la propagation des évaluations citoyennes d'apprentissage dans des ménages*** avec des résultats transparents qui seront également publiquement disponibles, disséminés à grande échelle, et utilisés pour instruire les politiques publiques et la pratique. Bien qu'il y ait eu beaucoup d'efforts concernant la transparence et la gouvernance dans le secteur de l'éducation afin d'identifier et mener le suivi des intrants spécifiques tels que les subventions scolaires, les infrastructures de classe, et les manuels, on ne note qu'un lointain lien entre ces intrants et les résultats scolaires.¹ En effet, compte tenu du fait que les intrants les plus critiques en matière d'éducation sont les échanges entre les enseignants et leurs apprenants, ces intrants sont loin d'être suffisants, même s'ils se révèlent nécessaires. Dans un contexte où les bailleurs investissent de plus en plus dans les stratégies d'éducation menées par des pays eux-mêmes, les évaluations des performances du système d'éducation basées sur les résultats peuvent aider à faire pression en faveur des politiques publiques, des attributions de ressources, et des pratiques qui débouchent sur une meilleure qualité des services et de meilleurs résultats.

Dans un tel contexte, la transparence et la disponibilité publique des évaluations de performance de l'apprentissage constituent une pièce primordiale dans la mise en place de la gouvernance de l'apprentissage. Le gros de ces investissements serait un appui continu pour les évaluations citoyennes de l'apprentissage comme [ASER](#) en Inde, [Uwezo](#) en Afrique de l'Est, [Beekunko](#) au Mali, [Jangandoo](#) au Sénégal, et l'émergence du MIA au Mexique, qui pour l'instant évaluent essentiellement les compétences fondamentales en lecture et mathématiques.² Ces organisations ont mobilisé des dizaines de milliers de volontaires afin de collecter les données sur un échantillon représentatif de ménages dans chaque district ou département, et pour tester le niveau des enfants en lecture et en mathématiques, en utilisant un outil simple. En 2013, ils ont évalué plus d'un million d'enfants. Les résultats décourageants qui en sont ressortis ont provoqué des discussions sur la crise de l'apprentissage aux niveaux local, national et mondial. Par exemple, en Inde, le 12^e Plan Quinquennal a pour première priorité de l'éducation primaire, le suivi et l'amélioration des acquis de l'apprentissage. Au Mali, les communautés se sont rassemblées pour développer des projets visant l'amélioration de la qualité de l'éducation. Au Sénégal, une commission Présidentielle sur l'état de l'éducation a recommandé de se concentrer davantage sur la qualité

¹ De nombreuses études comparant les performances de l'apprentissage aux dépenses par apprenant tant à l'intérieur qu'à travers les pays n'identifient presque ou absolument aucune corrélation entre les deux. Pour un exemple récent, voir le livre de Lant Pritchett paru en 2013, *The Rebirth of Education*.

² Nous continuerons de consacrer le gros de nos ressources à l'évaluation des compétences de base. Toutefois, beaucoup de nos bénéficiaires commencent à examiner d'autres domaines d'évaluation y compris les indicateurs relatifs à la petite enfance, ainsi que les aptitudes renforcées et non cognitives. Nous restons ouverts à de nouvelles possibilités où il existe de la demande et l'occasion d'apporter le changement sur un plus large niveau d'aptitudes.

éducative et l'apprentissage. Au Kenya, en Ouganda, et en Tanzanie, les parlementaires posent des questions sur la crise de l'apprentissage.

Nous estimons que l'importance des caractéristiques de l'aspect ménage de ces évaluations tient à moins trois raisons: (1) la participation des citoyens dans l'évaluation est partie intégrante de la stimulation de l'initiative citoyenne et du renforcement de la relation de responsabilité entre les citoyens et les prestataires de services, les autorités, et le gouvernement ; (2) les évaluations menées dans les ménages captent un échantillon de *tous* les enfants, basé sur la population, que l'enfant soit scolarisé ou non; qu'il fréquente l'école officielle ou informelle, etc. ; et (3) en y incluant les enfants tant des écoles publiques et que privées, ces évaluations font pression pour une performance dans toutes les écoles, ce qui est susceptible d'initier d'importantes discussions sur la gestion de l'enseignement dans les pays et régions où les enfants pauvres et marginalisés s'inscrivent de plus en plus dans des écoles privées.

Ce type d'évaluations *n'est pas* un remplacement pour les évaluations nationales ou régionales de la part des gouvernements, mais il en constitue un complément important. Dans les pays où les gouvernements ne mettent pas déjà en œuvre des évaluations régulières et fiables, les évaluations menées par les citoyens ont souvent permis de les y inciter. Dans les pays où les gouvernements mettent régulièrement en œuvre des évaluations d'apprentissage, les évaluations citoyennes permettent d'en valider les conclusions de manière indépendante et peuvent ainsi pousser les gouvernements à partager plus ouvertement les données de l'évaluation. Une combinaison d'évaluations par le gouvernement et celles conduites indépendamment peuvent s'avérer un puissant outil de suivi de l'engagement des gouvernements en faveur d'une meilleure éducation, et mettre de la pression pour davantage de concertation et de coordination autour des actions en vue de combler les lacunes. Certes, nos subventions viseront principalement les évaluations externes et citoyennes, mais nous envisageons également d'appuyer des efforts ciblés tels que [Learning Metrics Task Force](#) pour bâtir un consensus autour des indicateurs d'apprentissage et renforcer les capacités pour leur utilisation au niveau des pays et au niveau régional.

Nous contemplerons d'autres voies et moyens d'augmenter les évaluations citoyennes afin de couvrir des pays supplémentaires, à condition qu'il y ait des pays avec d'adéquates organisations de la société civile qui trouvent en ce type d'évaluations un outil utile. L'expansion permettrait de soutenir la gouvernance en matière d'apprentissage dans plus de pays; elle produirait aussi des éléments significatifs de comparaison aux résultats d'autres pays, et rehausserait ainsi la question de l'apprentissage dans les débats aux niveaux national, régional et global. Plusieurs considérations entrent en facteur en ce qui concerne le choix des pays à impliquer dans l'expansion. Géographiquement, sont prioritaires les pays où nous trouvons : un grand nombre d'enfants avec des faibles acquis de l'apprentissage, la demande et l'engagement pour l'utilisation des données (par les gouvernements, les bailleurs, et d'autres organisations), et des organisations dynamiques et capables, manifestant un intérêt profond pour ce travail. De façon pragmatique, compte tenu de nos propres limites en ressources, nous prêteront aussi une attention aux pays où il existe des opportunités de co-financement avec d'autres bailleurs de fonds.

L'expansion sera accompagnée d'un programme explicite axé sur la connaissance de l'impact de ce type d'évaluation, et sur l'amélioration et le raffinement continus des modèles actuels. Les conclusions des évaluations actuelles et [émergentes](#) indiquent, par exemple, qu'influencer l'action citoyenne peut nécessiter davantage d'efforts concertés; que les messages de plaidoyer gagneraient à être plus nuancés au lieu de se contenter d'exposer le problème de faibles niveaux d'apprentissage, et que les données d'évaluation n'ont pas été exploitées dans la plénitude de leur potentiel. Ce

processus d'apprentissage et d'amélioration continue autour des évaluations citoyennes constitue la force motrice impulsant les autres deux domaines de la stratégie que nous allons aborder par la suite. Notre travail sur les évaluations cherchera aussi à inclure les caractéristiques suivantes:

- Intégrer un certain niveau de comparabilité à travers les pays et aux indicateurs mondiaux d'apprentissage.
- Exploiter ces ensembles de données par des études approfondies supplémentaires et en se basant sur des données complémentaires telles que le projet Indicateurs de Prestation de Service de la Banque Mondiale.
- Étudier les tests d'aptitudes renforcées et non cognitives.
- Établir un lien entre les données sur l'apprentissage et les données sur les budgets de l'éducation et autres suivis des ressources.
- Promouvoir des liens entre les futurs objectifs de développement durable et Éducation pour Tous d'une part, et le suivi des indicateurs d'autre part.
- Mesurer les progrès par rapport aux stratégies et financement des bailleurs comme le Partenariat Mondial pour l'Éducation.

Étudier Comment les Évaluations Promeuvent l'Initiative Locale

La toute importance d'une structure valide de gouvernance ne confère pas cependant aux évaluations, à elles seules, l'autonomie et la capacité suffisantes pour améliorer les systèmes éducatifs et les résultats de l'apprentissage. En plus de recueillir des informations sur l'apprentissage, nous **envisageons d'étudier le meilleur moyen d'impliquer les intervenants locaux—y compris les parents, les enseignants, les autorités locales, et les autres dirigeants de communauté— dans l'utilisation de ces informations pour agir.** Il existe plusieurs barrières notables à la participation citoyenne dans l'évaluation des résultats, utilement documentées dans une récente [évaluation](#) d'Uwezo Kenya par Lieberman, Posner, et Tsai³. Par exemple, les parents n'attendent pas toujours de meilleurs résultats de la part de leurs enfants, et risquent donc de ne pas être inquiétés par les résultats de l'évaluation. Même quand ils sont épouvantés par ces résultats, les parents peuvent se sentir impuissants quant à leur capacité de les changer; ou manquer de percevoir leur part de responsabilité s'ils estiment que l'école c'est la responsabilité du gouvernement et un endroit où leur autorité reste émoussée. En fait, il serait peut-être plus facile pour eux de retirer tout simplement leurs enfants de l'école. Néanmoins, les parents ont un rôle critique à jouer dans l'amélioration des résultats de l'apprentissage, tant en demandant aux écoles et aux décideurs de leur rendre des comptes, qu'en encourageant directement la performance de leurs enfants. De même, les enseignants et dirigeants d'école peuvent ne pas posséder le bon mélange de mesures incitatives et de savoir-faire pour utiliser l'évaluation comme un outil d'amélioration de l'enseignement.

Nous envisageons d'octroyer des subventions pour les projets permettant d'élucider les conditions dans lesquelles les résultats d'évaluation activent une action citoyenne constructive et en quoi elle est affectée par des facteurs tels que les taux d'alphabétisation des adultes, l'espace civique, et d'autres facteurs socio-économiques. Conformément aux récentes constatations émanant de l'analyse documentaire, nous examinerons les voies et moyens de faire avancer les campagnes

³ Lieberman, Posner et Tsai. [L'Information Mène-t-elle à Plus d'Action Citoyenne ? Données recueillies d'une Intervention en Éducation en milieu Rural au Kenya](#). World Development, Volume 60, le 2014 août, Pages 69-83.

stratégiques qui mettent en relation l'information et les pistes crédibles de changement.⁴ Les investissements dans ce domaine de la stratégie examineraient deux volets: (1) comment présenter l'information sur l'évaluation de manière à inciter à l'action ; et (2) quel autre élément faut-il coupler à l'information sur l'évaluation pour augmenter la probabilité qu'il y ait action. Sur le plan de la présentation de l'information en soi, nous examinons des approches suivantes:

- *Comment améliorer la diffusion des résultats au niveau communautaire.* Qu'est-ce qui est plus propice à l'action? Les messages négatifs (« le niveau d'apprentissage est très mauvais ») ou les messages positifs (« voici ce qui marche dans ce lieu voisin du quartier »)? Comment devrait-on contextualiser les résultats (par exemple publier les résultats en comparaison avec les attentes; concevoir les résultats en relation avec ce qui est possible dans d'autres endroits similaires; suggérer des actions spécifiques que les citoyens peuvent entreprendre)? Quels messages marchent le mieux pour les différents publics?
- *Les avantages supplémentaires de la combinaison entre les conclusions des évaluations externes et autres données* pouvant permettre la mise à jour des correspondances entre les faibles résultats de l'apprentissage et ainsi identifier les obstacles concrets à l'apprentissage, autour desquels les citoyens pourraient se galvaniser. Par exemple, s'appuyer sur les outils d'observation en salle de classe développés par la Banque Mondiale et sur les données recueillies par le projet [Indicateurs de Prestation de Service](#) de la Banque Mondiale et bien d'autres, peuvent aider à démontrer le degré d'efficacité avec lequel les ressources effectivement disponibles sont utilisées.

En termes d'autres pistes qu'il convient de suivre à côté du partage des informations, nous considérerons des approches telles que:

- *Les avantages supplémentaires de la combinaison entre les conclusions des évaluations externes et d'autres initiatives.* Ceci pourrait inclure l'amélioration des aptitudes des enseignants (et leurs assistants) à conduire des évaluations formatives et à utiliser les résultats pour améliorer l'apprentissage; lancer des compétitions avec échéances pour l'amélioration du niveau des résultats (par exemple, une compétition sur "100 Jours pour la Lecture" qui fixe un défi concernant les résultats et une période au cours de laquelle il faut relever ce défi);⁵ intégrer les résultats aux initiatives en cours en matière d'éducation civique ou d'alphabétisation pour adultes; s'assurer de la disponibilité suffisante du financement à usage local et créer des mesures incitatives pour la participation locale.
- *Quelles sont les modalités et structures de gestion les plus propices à une participation citoyenne plus efficace.* Par exemple, promouvoir la prise de décision locale fondée sur des données probantes, avec des mécanismes de contribution citoyenne plus clairs, couplée aux normes centralisées et aux mesures des résultats. Ce travail pourra peut-être éclaircir les complexités s'agissant des relations de responsabilité au niveau scolaire.

⁴ Fox. [Responsabilité Sociale: Que disent réellement ces données ?](#). Document de Travail du Partenariat Mondial pour la Responsabilité Sociale No. 1, septembre 2014 .

⁵ S'appuyant en partie sur les idées mises en avant dans [Rapid Results](#) et les expériences des ONG telles Pratham qui ont trouvé que d'importantes améliorations sont possibles en 100 Jours, avec un [programme dans le district de Jehanabad au Bihar](#).

Encourager et Évaluer la Façon dont les Évaluations Peuvent Promouvoir l'Action Politique.

Le dernier aspect de la stratégie que nous avons l'intention de mettre en œuvre concerne **la relation des résultats de l'évaluation à l'action au niveau des politiques publiques**. Nous comptons le mettre en place sur les plans national, régional, et mondial. Bien que les gouvernements et les bailleurs soient de plus en plus intéressés seulement par l'amélioration des acquis, ils semblent être dans l'impasse quant à la manière de travailler le plus efficacement pour concrétiser cette promesse à grande échelle. Les organisations qui surveillent les bailleurs s'intéressent aux montants d'argent donné, et non au degré d'efficacité de l'usage qui en a été fait, et ils se demandent encore moins si les plus marginalisés en ont bénéficié. En conséquence, nous voyons trois façons importantes de relier plus solidement l'usage de résultats d'évaluation à l'élaboration des politiques publiques:

- *Appuyer les actions suivantes sur la base des données probantes: plaider en matière de politiques publiques, campagnes, et mouvements citoyens afin de demander aux bailleurs et les gouvernements de rendre des comptes sur leurs engagements en faveur de l'apprentissage.* Les organisations de recherche en politiques publiques pourraient s'appliquer à traduire les données sur l'apprentissage dans l'élaboration des politiques et dans l'attribution de ressources. Par exemple, en faisant la promotion de l'usage d'un test de « la meilleure donnée disponible » qui encouragerait les gouvernements et les bailleurs à subventionner des approches qui ont des liens prouvés avec l'amélioration de l'apprentissage, en encourageant les bailleurs à soumettre l'accord de leur financement aux conditionnalités incluant la provision et l'usage de données transparentes et régulières sur les résultats de l'apprentissage, et en vérifiant que ces ressources soient utilisées convenablement. Les organisations de plaidoyer pourraient lancer des campagnes pour faire participer les syndicats d'enseignants et autres groupes citoyens, le secteur privé, et les corps nationaux ou régionaux comme partenaires pour faire avancer les améliorations en matière de résultats de l'apprentissage.
- *Inciter à la divulgation des données sur l'éducation et l'apprentissage dans les efforts de norme mondiale* comme la Open Government Partnership et le travail de l'International Budget Partnership. Ceci nous permettra de nous appuyer sur les atouts des partenaires actuels de la Fondation.
- *Utiliser les objectifs du développement durable et de l'Éducation pour Tous dans le but de promouvoir une meilleure évaluation et davantage de responsabilités gouvernementales en matière de résultats de l'apprentissage.* Il y aura beaucoup d'occasions d'utiliser la transparence, la gouvernance, et les mécanismes de participation—y compris le contrôle citoyen et institutionnel, et la transparence budgétaire —pour suivre de près les cibles qui sont intégrées dans le programme du développement durable et Éducation pour Tous. Dans le cadre de ce programme, nous pensons pouvoir continuer d'appuyer les efforts tels que le [Learning Metrics Task Force](#) en vue du développement des indicateurs et outils d'évaluation d'apprentissage disponibles au grand public et du renforcement des capacités gouvernementales à effectuer un suivi de l'apprentissage au moyen de leurs propres évaluations.

Approfondir Notre Compréhension de des Façons de Promouvoir de Meilleurs Résultats de Prestation de Service grâce à des Efforts de Transparence & Gouvernance

La pièce centrale de la stratégie exposée repose sur les évaluations citoyennes des résultats de l'apprentissage dans des ménages. Prenant bien en compte le fait que la transparence autour des résultats de l'apprentissage est loin de constituer une voie garantie vers la gouvernance dont l'objectif est une prestation de service plus efficace, cette stratégie couple ces évaluations à un projet explicite de découverte de quand et dans quelles circonstances ces efforts débouchent sur des initiatives locales et nationales en vue de d'améliorer l'apprentissage. Compte tenu du fait que les méthodes d'évaluation citoyenne de l'apprentissage dans des ménages constituent une partie intégrante des efforts permettant de stimuler l'action, une organisation seule, une coalition ou un partenariat peuvent- en termes pratiques - chercher à travailler sur l'ensemble des trois volets de cette stratégie. Sur les prochains trois à cinq ans, nous espérons que cette stratégie nous permettra d'atteindre les objectifs suivants:

- Les évaluations indépendantes, conduites par des citoyens deviennent une pratique standard dans des pays supplémentaires, augmentant la disponibilité et l'usage des données fiables sur les résultats de l'apprentissage.
- Les données indiquant si et dans quelles circonstances les résultats de l'évaluation d'apprentissage peuvent contribuer à générer la participation citoyenne en vue de meilleurs résultats de l'apprentissage et/ou renforcer l'action publique pour l'amélioration des acquis.
- Une meilleure compréhension des modèles réussis d'interventions en transparence et gouvernance axés sur les acquis et qui pourraient être disséminés pour améliorer la gestion de l'enseignement ou être adaptés à d'autres secteurs.

L'objectif ultime est de voir ces efforts contribuer à la production d'un changement paradigmatique dans lequel les gouvernements, les bailleurs de fonds, et autres intervenants du secteur de l'éducation effectuent un suivi continu de l'apprentissage des enfants et soutiennent les politiques et programmes d'optimisation des résultats de l'apprentissage. Il pèse sur cet objectif les menaces du rétrécissement de l'espace civique et l'instabilité politique dans les pays concernés. Ce sont des risques que nous devons surveiller en continu. Compte tenu de la complexité du changement durable des comportements, nous reconnaissons aussi que le succès relatif à notre objectif ultime dépendra également des efforts de beaucoup d'intervenants, au-delà de la Fondation Hewlett, qui travaillent sur diverses parties de la chaîne d'apprentissage. De plus, notre théorie fondamentale sur le changement est fondée sur un certain nombre de suppositions qui doivent être testées, et ce faisant notre objectif à court terme est de démontrer si et comment le domaine de la transparence et de la gouvernance peut évoluer vers un plus grand impact sur les résultats de la prestation de service. Nous pensons que cette stratégie représente une occasion significative de continuer la poursuite de nos objectifs en matière d'éducation, en tirant profit des atouts des partenaires de la Fondation dans l'ensemble du portefeuille de financement en matière de Transparence, Gouvernance et Participation. C'est aussi l'occasion d'identifier le type d'information qui déclenche l'action citoyenne dans un domaine de la vie humaine qui préoccupe profondément les gens et les sociétés: l'éducation.

